ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968



CIRCONSCRIPTION D'AGEN-NÉRAC

Jacques BORDENEUVE

Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Citoyennes, Citoyens,

Le 12 mars 1967, par près de 25.000 suffrages — à quelques centaines de voix de la majorité absolue — vous me donniez votre confiance.

J'ai loyalement, sans défaillance, rempli mon mandat. **Je crois ne pas avoir démérité.**

A l'époque, je vous proposais que tout soit mis en œuvre pour :

- Assurer le **plein emploi** ainsi qu'une meilleure condition des travailleurs.
- Sauver nos **agriculteurs** du marasme qui les menace, notamment par la garantie des prix agricoles et le retour à l'indexation.
- Soulager les **commerçants et artisans** des trop lourdes charges qui les accablent.
- Faire accorder aux **rapatriés** l'indemnisation, l'amnistie et le reclassement
- Garantir une promotion moderne **de la femme.**
- Réparer les injustices sociales qui frappent les **anciens combattants,** les **personnes âgées,** les **retraités,** etc.
- Donner **leur chance aux jeunes** en leur préparant un avenir mieux assuré.
- Accorder **la priorité des priorités pour l'Education Nationale** dans le cadre d'une Université rajeunie, plus indépendante, plus moderne, plus démocratique.

Faute de s'être engagé vers ces objectifs, le Pouvoir par son impéritie, son incapacité, son égoïsme aveugle, a plongé, aujourd'hui, la France dans le désordre et le chaos.

Pour faire face à une situation dramatique, il a cédé en quelques heures ce qu'il a refusé pendant dix ans !

Parce que l'opposition avait raison, le Chef de l'Etat a dissout l'Assemblée Nationale, croyant ainsi dériver les échecs de sa mauvaise politique.

Il appartient désormais au peuple de juger.

●

Les problèmes économiques et financiers nés des décisions prises dans la hâte et dans la fièvre vont lourdement peser sur la conjoncture nationale, alors que si elles avaient été depuis dix ans progressivement accordées, elles seraient — à la veille de l'ouverture du Marché Commun — depuis longtemps assimilées par notre économie.

La faute du Pouvoir est dramatique. Il s'est profondément disqualifié.

Citoyennes, Citoyens,

Vous ne pouvez pas demain renvoyer à la conduite des affaires de l'Etat, des hommes qui ont placé notre pays au bord de la déroute.

Si la même majorité était reconduite, si le Parlement était de nouveau, par elle, dominé, aucune mutation ne pourrait se produire. Les mêmes causes auraient, sans aucun doute, les mêmes effets.

La France — si elle ne veut pas déchoir — doit s'aligner sur le monde moderne.

POUR Y PARVENIR, il convient :

- **de régler dans le plus large sens social** le contentieux qui oppose l'Etat aux travailleurs ;
- **d'établir une planification démocratique** dans le domaine économique (pouvoir d'achat, emploi, abrogation des ordonnances antisociales, participation élaborée des travailleurs aux gestions de leurs entreprises, défense des libertés syndicales, etc) ;
- d'établir d'urgence **un plan de sauvetage de notre agriculture terriblement menacée,** dans ses structures, ses institutions sociales, la défense de ses revenus, des produits de son travail ;
- **de réformer rationnellement notre Université, d'assurer à la Nation une information objective ;**
- de limiter rigoureusement **les dépenses improductives et de prestige ;**
- de pratiquer une politique de **coopération internationale qui assure définitivement la paix.**

Agenais et Néracais,

NOTRE PAYS VA VERS UNE MUTATION PROFONDE.

Seuls peuvent l'assurer ceux qui avaient eu la lucidité de prévoir les difficiles échéances que nous subissons, et non ceux qui nous ont placés au bord de la guerre civile.

RIEN NE SERA DEMAIN COMME HIER.

Faites confiance à ceux qui avaient raison et qui désormais sont seuls qualifiés pour vous défendre. L'heure est trop grave pour que les définitions politiques ne soient pas claires. Le nomadisme des élus n'est plus de règle dans un monde qui réclame des engagements nets.

Il n'y aura de « miracle français » qu'avec des hommes ayant pris des options précises, décidés à lutter contre le pouvoir personnel pour que revienne enfin la Démocratie, pour que s'établisse la Justice Sociale.

SOYEZ AVEC NOUS !

Vive la France ! Vive la République !

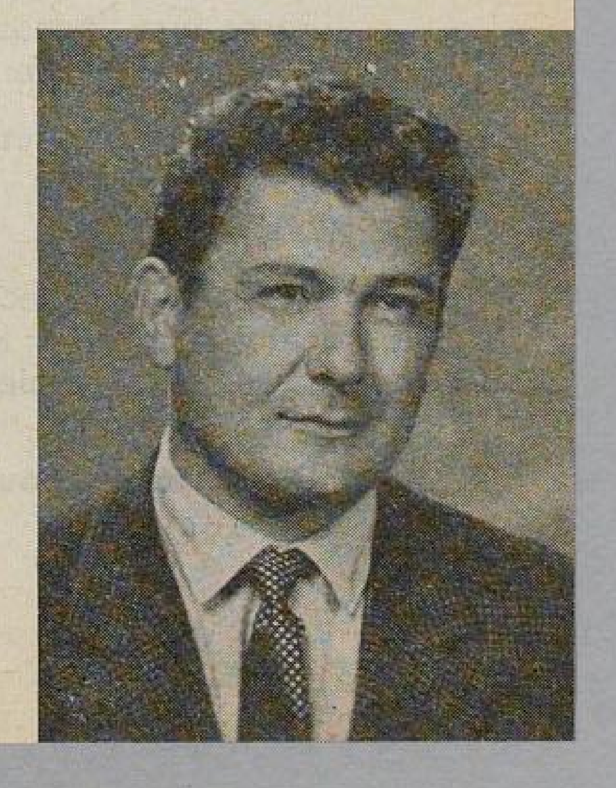
Jacques BORDENEUVE

Président du Conseil Général
Ancien Ministre de l'Education Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Marc CASTELNÉRAC

Directeur d'Institut Médico-Professionnel
Premier Adjoint au Maire de Foulayronnes



IMP. COOPERATIVE - AGEN